Sénat de Belgique.

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1841.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi ouvrant des crédits supplémen- taires aux Budgets du Département de la Justice de 1840 et 1841.

MESSIEURS,

Votre Commission s'est occupée de l'examen du projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au Budget du département de la Justice pour les exercices 1840 et 1841.

Il est évident, par la nature même de la dépense, que l'évaluation au Budget du montant des frais de justice ne peut jamais être faite d'avance qu'approximativement : pour l'année 1840 les prévisions ont été dépassées de beaucoup; une insuffisance de 54,800 francs a été reconnue, et puisque le paiement en a eu lieu, il est nécessaire qu'un crédit pour cette somme de 54,800 francs soit alloué.

Les dépenses du Moniteur ont surpassé le crédit primitif de 4,800 francs; le Gouvernement en a expliqué les causes, et la Commission croit devoir proposer l'admission du supplément demandé par Monsieur le Ministre.

Enfin le pénitencier de Namur ayant donné lieu à des frais particuliers pour le premier établissement des bureaux, une augmentation de 1,670 francs est devenue indispensable; votre Commission en propose également l'adoption et admet ainsi la totalité du crédit supplémentaire de 61,270 francs.

Quant à l'art. 2, il s'agit d'une somme de 2,500 francs pour subvenir au paiement du traitement du cinquième commis-greffier à Liège, nommé par arrêté Royal de 14 novembre 1840; cet article a été introduit dans le projet de loi, par un amendement présenté par Monsieur le Ministre, lors de la discussion à la Chambre des Représentants.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption de la loi.

Le Duc D'URSEL.

DE HAUSSY.

H. DELLAFAILLE.

D'HOOP, Rapporteur.